Le très hon. M. Diefenbaker: C'est là une bien surprenante question de privilège.

Le très hon. M. Trudeau: Est-ce un mensonge ou non?

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES FINANCES

LES FLUCTUATIONS DE LA MASSE MONÉTAIRE ET LA POLITIQUE MINISTÉRIELLE

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre voudrait-il nous dire quelles mesures il prend de concert avec le gouverneur de la Banque du Canada, afin de réviser les procédés et d'établir une politique monétaire pour éviter la fluctuation irrégulière de la masse monétaire, comme le signale le rapport du Conseil économique du Canada, fluctuation qui a entraîné un bouleversement majeur des politiques économiques au Canada l'an dernier?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le gouverneur et moi-même discutons la question chaque semaine.

L'hon. M. Lambert: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si l'on discute la question chaque semaine, que fait-on pour uniformiser certaines applications irrégulières de la politique, qui ont donné lieu aux résultats signalés par le Conseil économique?

LES TAUX D'INTÉRÊT—LA CONSULTATION DES BANQUES QUANT AU RÉTABLISSEMENT DU PLAFOND

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Étant donné que, de l'avis du Conseil économique du Canada, les taux d'intérêt excessifs sont le principal facteur de ralentissement de la croissance économique, puis-je demander au ministre s'il songe à rencontrer les représentants des banques à charte pour débattre la question? Ou, à défaut de telles rencontres, songe-t-il à présenter un projet de loi pour fixer un plafond, comme le prévoyait auparavant la loi sur les banques?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

L'AGRICULTURE

LE COMMERCE INTERPROVINCIAL—L'INTERVENTION DE LA COUR SUPRÊME—L'ACHAT DES EXCÉDENTS D'ŒUFS, DE POULETS ET DE DINDES

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Agriculture? Étant donné que la Cour suprême rejette la demande du Manitoba en vue de saisir celle-ci de certains règlements des offices de commercialisation pour qu'elle rende un jugement sur le commerce interprovincial, le gouvernement va-t-il maintenant, par l'intermédiaire du ministère de la Justice, intervenir dans les négociations auprès de la Cour suprême?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Justice a répondu à une question de ce genre hier.

M. Baldwin: Il a bafouillé à ce sujet.

M. Thomson: Puisque le gouvernement fédéral n'a pris aucune mesure en ce qui concerne la question d'ordre juridique relative au projet de loi sur les offices de commercialisation et étant donné l'urgence de la situation, le gouvernement ne va-t-il pas envisager une forme de rachat des excédents d'œufs, de poulets à rôtir et de dindes de façon à résoudre le problème immédiatement?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, on nous a demandé de prendre ce genre d'initiative. Je signale au député que je suis disposé à adopter n'importe quand la mesure législative visant la commercialisation, et la Chambre n'a qu'à donner son assentiment.

M. Baldwin: Pourquoi le gouvernement ne se sert-il pas de la loi sur les mesures de guerre?

L'hon. M. Olson: Pourquoi le député ne nous aide-t-il pas à maintenir l'unité?

LES PRIX DES MACHINES AGRICOLES—L'ENQUÊTE DU MINISTÈRE—LE RENVOI AU COMITÉ DU RAPPORT DE LA COMMISSION BARBER

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Dans la mesure où le déblocage du dollar canadien n'a pas entraîné parallèlement une baisse du prix de l'outillage agricole et des pièces de rechange pour le cultivateur, le ministre nous dira-t-il si son ministère poursuit une enquête sur la question? Serait-il prêt à faire une déclaration à l'appel des motions?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, M. Barber m'a indiqué que son dernier rapport, que nous attendons sous peu, contiendra certainement un chapitre consacré aux pièces de rechange et aux prix, et je pense avoir transmis ce message à la Chambre il y a déjà quelque temps. Je suppose qu'il est en train d'étudier exactement la même situation que celle dont le député a parlé.

M. Mazankowski: Puisque le rapport Barber est entre les mains des intéressés depuis fort longtemps et que de nombreuses discussions publiques ont eu lieu, le ministre pourrait-il nous dire si l'on songe à envoyer le rapport Barber au comité permanent de l'agriculture, ainsi que d'autres questions touchant les prix des machines agricoles?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas reçu le rapport de la Commission Barber. Nous avons reçu des rapports d'étude spéciaux sur des points particuliers. Le rapport et les recommandations de la Commission Barber, en tant que tels, n'ont pas été présentés au gouvernement.

[Plus tard]

M. Don Mazankowski (Vegreville): J'aurais une question supplémentaire pour le ministre de l'Agriculture. Elle a trait à la question précédente. Le ministre a-t-il reçu des instances selon lesquelles le fait de libérer le dollar canadien a entraîné une baisse du marché des machines agricoles?